à l'exclusion de tous autres, acquéreur des mines et minéraux découverts ou qui pourraient l'être plus tard dans le sous sol de sa propriété.

50. La demande de tel permis devra contenir une description aussi exacte que possible du terrain demandé, à la satisfaction du commissaire, et devra être accompagnée des honoraires suivants: Si la mine est sur une propriété privée \$5. pour chaque 50 acres; si la mine est sur une propriété de la Couronne, \$10 pour chaque 50 acres.

60. Toute personne pourra obtenir du commissaire un titre de vente d'une ou plusieurs concessions minières dans les conditions suivantes: sur les terres des particuliers, après que ces derniers auront été mis en demeure de prendre un titre de vente s'ils se refusent à user de ce droit; sur les terres publiques, en se conformant aux dispositions de la dite loi.

70. Une concession minière comprendra une étendue minimum de 50 acres et maximum de 100 acres; la direction des lignes extérieures des concessions minières devra être déterminée par le commissaire.

1891-92, (838,555) moins les sommes révoquées	\$280,000	558,555
(k) Subcides en argent aux chemins de fer tel que spécifié dans les résolutions de l'assemblée législative, le 23ème jour de décembre 1890.....		2,544,270
1er 35 cts par acre des subcides en terre aux chemins de fer dans les résolutions de l'assemblée législative adoptées le 23ème jour de décembre 1890.....		1,856,050
		\$5,074,320

Faisant une dette totale de \$10,862,358

Attendu que les obligations non-contestées de la province, mentionnées dans le préambule de l'acte 50 Vict. chap. 2, s'élèvent à \$4,037,624, en sus des réclamations contestées existant avant le 29 janvier 1887 et sur lesquelles de fortes sommes ont été payées depuis sans avoir été pourvus par le dit emprunt:

Attendu que la somme réalisée par un emprunt effectué d'après l'acte mentionné plus haut était de \$3,378,332;

Attendu que les subsides aux chemins de fer ont été votés en 1888, au montant d'environ \$3,000,000;

Attendu qu'une dette nouvelle de \$462,911, a été créée par l'acte 51-52 Vict., chap. 13, pour régler définitivement des réclamations qui étaient pendantes depuis environ un siècle, sur la cession de la propriété connue sous le nom de Biens des Jésuites, estimés à plusieurs millions de dollars et

Attendu que la part revenant aux institutions catholiques par le moyen de cette cession, savoir: \$400,000 a été payée;

Attendu qu'il est devenu nécessaire de construire une nouvelle prison et d'agrandir et réparer le palais de justice et les écoles normales à Montréal; de construire de nouveaux palais de justice dans les comtés d'Ottawa et Pontiac, et une nouvelle Ecole Normale à Québec, de racheter les débetures émises par la ville de Fraserville pour la construction d'un palais de justice à cet endroit, de construire des voutes de sûreté et de faire de grandes réparations urgentes aux palais de justice dans les districts ruraux, et que de grandes sommes seront requises pour ces fins;

Attendu que la Province peut être appelée à construire ou acheter un ou plusieurs asiles d'aliénés en prévision de l'expiration des contrats actuels;

Attendu que la construction de ponts en fer et de chemins de colonisation importants, le maintien des écoles du soir pour les classes ouvrières dans les villes et les campagnes, les subsides spéciaux et nouveaux pour aider davantage aux écoles primaires élémentaires, la construction de couvents, collèges et académies, pour l'éducation secondaire, et l'empierrement des chemins dans les municipalités rurales, ont exigé et exigeront encore de fortes dépenses;

Attendu que de nouveaux subsides s'élevant à plusieurs millions de dollars ont été votés, pendant la présente session, comme étant

nécessaires pour couronner la politique des chemins de fer sanctionnée par la Législature précédente;

Attendu que d'autres dépenses imputables au capital sont devenues nécessaires sous les circonstances et sont requises dans l'intérêt public;

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier Provincial d'emprunter sur le crédit de la province, de temps en temps, selon les nécessités du service public, une somme n'excédant pas en tout \$10,000,000, et pour cette fin, d'émettre des bons ou débetures portant un taux annuel, d'intérêt n'excédant pas 4 pour cent, payable annuellement ou semi-annuellement et d'en disposer aux conditions qui lui sembleront les plus favorables;

Résolu 2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer le montant de telles débetures auxquels elles pourront être émises; la date qu'elles porteront l'endroit où elles seront payables et le temps et la manière dont elles seront rachetées.

Résolu 3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer que telles débetures seront rachetables dans 65 ans, en donnant avis d'une année de l'intention de les racheter, ou rachetables dans un temps fixé n'excédant pas 65 ans, ou rachetables par un certain nombre d'années payables annuellement ou semi-annuellement, pendant un temps n'excédant pas 65 ans.

Résolu 4.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer si ces débetures auront ou n'auront pas un fonds d'amortissement.

Résolu 5.—Que les produits des dites débetures seront appliqués au paiement de la dette flottante de la Province, et au paiement de telles dépenses spéciales, qui seront autorisées plus tard par la Législature de la Province.

STATISTIQUE COMMERCIALE. (Suite)

Sous le rapport du commerce extérieur, les États-Unis ne sont surpassés que par deux pays de l'Europe, l'Angleterre et l'Allemagne; mais en égard à la population, le commerce du Canada est bien en avant sur eux

	Par tête d'habitant en 1889.		
	Import.	Export.	Total
Canada.....	22.70	17.57	40.27
Etats-Unis.....	11.46	11.44	22.88

Excédant par tête en faveur du Canada....	11.24	6.13	17.39
---	-------	------	-------

Au Canada, les droits de douane constituent la principale source des revenus de l'Etat; et comme le commerce extérieur, mais dans une proportion bien plus prononcée, ces droits ont suivi une progression croissante depuis 1868, puisque de cette année à 1889 ils ont monté de 169 pour cent.

Le tableau suivant indique par période quinquennale le montant des revenus, des droits de douane et la proportion par tête.

	Revenu	Douane	Rev. Do.
1868..	\$13,687,928	\$3,819,431	\$4.05 \$2.61

1873..	20,813,469	13,017,730	5.67	3.55
1878..	22,375,011	12,795,693	5.49	3.13
1884..	31,861,961	20,164,963	6.92	4.38
1889..	38,782,870	23,784,523	7.60	4.68

Des droits de douane sur l'exportation sont perçus sur les billes de pin, de chêne et d'épinette, les billes à bardeaux et à douves. Le montant perçu sur ces articles a donné en 1868, \$17,968 et en 1889, \$42,207. Les années qui ont le plus rapporté en dehors de l'année dernière sont:

1870.....	37,912
1871.....	36,066
1887.....	31,397

Et celles qui ont donné le minimum:

1876.....	4,500
1877.....	4,103
1878.....	4,161
1879.....	4,272

Ces montants sont compris dans le tableau qui précède.

Le tableau suivant donne la répartition par provinces des importations des droits perçus:

	Import.	Droits par tête
Ontario.....	\$42,292,819	\$7,767,099 \$3.33
Québec.....	44,753,713	10,393,284 6.50
N.-Ecosse....	9,235,554	2,388,734 4.84
N.-Brunswick	6,577,027	1,508,242 4.30
Manitoba.....	2,207,514	549,458 3.66
Colombie....	3,809,786	974,676 9.74
Ile P. Edouard	668,469	186,274 1.50
Ter. du N.O.	128,755	24,549

Les montants par tête sont très approximatifs. On voit que la province de Québec, dont la population représente environ 32 pour cent de la population total, paie plus de 43 pour cent sur les droits de douane, tandis qu'Ontario, qui entre pour 44 pour cent dans la population, n'en paie pas 33 pour cent.

A première vue, on pourrait considérer ce fait comme anormal, mais il ne faut pas oublier que la province de Québec possède les deux grands ports d'arrivée des marchandises venant de l'Europe, et des Indes Occidentales, et qu'une bonne partie des droits perçus dans ces ports est réellement payée par la province d'Ontario. Prenons par exemple l'article sucre qui lui est fourni par les raffineurs de Montréal. Les raffineurs avancent les droits sur les sucres bruts qu'ils importent, mais ces droits sont ensuite remboursés par le consommateur des sucres raffinés.

Sur le montant total des droits de douane perçus en 1889, 40 pour cent l'ont été sur des marchandises importées d'Angleterre et 32 pour cent sur celles importées des États Unis.

Les remarques que nous avons faites au sujet de la somme des droits perçus dans les ports de la province de Québec s'appliquent nécessairement aussi à la Colombie Anglaise qui se trouve vis-à-vis du Pacifique, dans une position semblable à celle de Québec vis-à-vis l'Atlantique, depuis l'achèvement du chemin de fer qui la met en communication directe avec les provinces qui sont à l'Est.

Au sujet des articles d'importation, nous devons dire que nous en avons sur notre marché une foule qui sont importés d'Angleterre mais qui ne sont nullement des produits anglais. Ils nous sont fournis par des commissionnaires anglais qui les tirent de France, de

RÉSOLUTIONS CONCERNANT L'EMPRUNT

Attendu que le 26e jour de décembre 1890, la dette flottante de la Province se compose, entre autres, des sommes suivantes.

(a) Mandat non payés le 30 juin	\$ 112,571
(b) Dépôts temporaires.....	261,361
(c) Dépôts en garantie des compagnies des chemins de fer.....	1,916,685
(d) Subsidés accordés aux chemins de fer mais non payés.....	1,367,737
1er 35 cts par acres de subsides en terres, accordés aux chemins de fer et convertis, mais non encore payés.....	855,189
1er 35 cts par acre de subsides en terres accordés à des chemins de fer, devant être convertis.....	665,350
(e) Balance de terres et autres dettes, chemin de fer Q. M. O. et O.....	122,364
(f) Perte sur échange de dépôt des banques à être remplacé dans le fonds d'arrondissement conformément à l'acte 45 Vict. chap. 21.....	27,000
(g) Montant dû au comité protestant de l'Instruction Publique d'après le règlement des Biens des Jésuites.....	62,961
(h) Dépense spéciale évaluée 1890-91 en vertu de l'acte 53 Vict. chap. 1.....	912,188
	\$6,313,374
Moins argent en mains le 1er juillet 1890.....	525,344
	\$5,788,030
(i) Dépense spéciale supplémentaire évaluée 1890-91	115,448
(j) Dépense spéciale évaluée,	

Et attendu qu'en sus de la dite somme le montant suivant sera requis pour le service public en sus de la dépense ordinaire:—